



Elections 2027 : la France du bon sens

Description

Dans tout juste un an, les Français vont choisir un nouveau président et une nouvelle gouvernance. Ce sera, non pas le moment de toutes les promesses et des beaux slogans, mais celui du choix d'un cap clair pour notre pays. Un cap clair avec à la barre un homme solide.

Plus nous allons nous rapprocher de cette date importante pour l'avenir de la Nation, plus les électeurs vont douter des extrêmes. Ils savent parfaitement que l'extrême droite comme l'extrême gauche profitent de nos peurs mais ne proposent aucun programme raisonnable pour faire avancer notre pays. Les « révolutions des grands soirs » donnent la gueule de bois le matin venu. Les Français en sont parfaitement conscients. C'est d'ailleurs l'un des enseignements majeurs des élections municipales, où les candidats des extrêmes ont le plus souvent perdu, et où les candidats républicains raisonnables, souvent de la Droite et du Centre, l'ont emporté.

Les extrêmes provoquent, s'agitent et poussent à la confrontation. Ce n'est pas ce que veulent la grande majorité des Français. Le véritable plafond de verre des extrêmes est là : la France râle, proteste mais elle demeure une Nation raisonnable. Elle sait que Mélenchon comme Le Pen n'amèneront rien de bon pour le Pays. Aucun des deux ne nous fera collectivement progresser. Bien au contraire, alors que nous sommes en pleine période de déclassement, les extrêmes nous entraîneraient dans un moment de régression, régression sociale, régression économique, régression culturelle, régression intellectuelle. Il suffit de regarder la Hongrie sous Orban comme le Vénézuéla sous Chavez et Maduro pour, devant l'urne, agir avec raison.

Bien sûr, le cap dont nous avons besoin ne peut être indiqué par Emmanuel Macron et ses descendants. Le « En même temps », si séduisant sur le papier, s'est très vite révélé un « sur place », un pas en avant, un pas en arrière, avec une méthode de gouvernance dont souffre profondément notre pays. Chacun constate surtout le déclassement impressionnant de la France, quel que soit le secteur de comparaison, santé, école, industrie, pouvoir d'achat, marges de manœuvre budgétaires, confiance, etc...

Edouard Philippe a allumé la mèche des « gilets jaunes ». Il paiera longtemps sa posture « droit dans ses bottes », et sa gestion chaotique du début de la pandémie, avec les métiers dits « essentiels » et

ceux jugés « non-essentiels », avec les formulaires si franco-français pour sortir de chez soi, comme avec le début du quoi qu'il en coûte et de l'écroulement de nos finances publiques quand la plupart de nos partenaires et concurrents économiques ont fait bien mieux. On se désole que l'on se regarde ou que l'on se compare.

Borne, Lemaire et Attal paieront eux aussi très cher d'avoir « cramé la caisse », d'avoir plongé le déficit public vers des abysses jusqu'alors inconnus sans pour autant créer les conditions d'une reprise économique forte ou d'une relance du pouvoir d'achat. Tout cela à cause d'une absence totale de projet et de dynamique proposés par Macron lors de l'élection de 2022.

Barnier, Bayrou et Lecornu paieront comptant de n'avoir montré aucun courage ni aucun cap. Ils se sont contentés de reprendre les éléments de langage de Bercy, du style « il faut serrer la ceinture des retraités ». A quoi cela servait de discuter autant sur la réforme des retraites pour le lendemain chercher à « serrer la ceinture » des retraités ? Une erreur économique quand l'attente de tous les Français repose sur le pouvoir d'achat, une faute politique quand les retraités sont les principaux soutiens de la Droite et du Centre. Erreur et faute dues au manque de courage comme au manque d'indépendance d'esprit et d'imagination vis-à-vis de l'Administration.

Pourtant, le cap que devra indiquer le prochain locataire de l'Elysée est très clair.

Quatre piliers pour une reconstruction

Le prochain président devra s'inscrire dans une logique simple, presque évidente, que notre époque compliquée a fini par oublier : celle du bon sens.

Cette reconstruction se fera autour de trois piliers.

La prospérité, d'abord. Non pas comme un slogan, mais comme une condition de la souveraineté. Une nation qui ne produit plus, qui n'innove plus, qui ne travaille plus assez, se condamne à dépendre. Une nation qui laisse se détériorer autant ses comptes publics ne compte plus. La prospérité n'est pas l'ennemie de la justice sociale ; elle en est la condition. Car il n'y a pas de liberté sans puissance économique et sans prospérité. La prospérité permet la souveraineté, économique comme politique. La prospérité améliore le pouvoir d'achat et l'investissement comme la solidarité. Un pays prospère peut prendre soin de ses plus faibles. C'est avec la prospérité qu'on solidifie les maillons les plus faibles. Ce ne sont pas les « premiers de cordée » qui rendent une nation forte, mais bien la solidité de la chaîne qui nous relie.

Le régalien, ensuite. La sécurité, la justice, la maîtrise des frontières ne sont pas des options idéologiques, mais des fondations. Sans ordre, il n'y a ni liberté ni prospérité. L'État ne doit pas être partout, mais là où il est, il doit être fort. Dans la police comme dans la justice, dans l'éducation comme dans la santé. Que l'on habite Brest ou Strasbourg, Lille ou Nice, un petit village de la Creuse ou une banlieue Seine-Saint-Denis, il ne doit pas y avoir de territoire perdu de la République. On doit pouvoir étudier ou se soigner où que l'on habite, quels que soient ses revenus, ses origines ou sa religion, et vivre en toute tranquillité partout.

La transmission, enfin. L'École, la culture, le savoir. Car une nation qui ne transmet plus ce qu'elle est se condamne à subir. La République ne tient que par cette chaîne invisible entre les générations. Pas de progrès sans transmission.

Et au cœur de ces trois piliers, un quatrième, plus discret mais essentiel car il rend l'équilibre de l'édifice bien plus stable : **la République** elle-même. Non pas comme un mot incantatoire, mais comme une exigence. Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, non pas opposées, mais tenues ensemble.

Un cap en somme radicalement républicain, humaniste, libéral, solidariste, progressiste...

Ni rupture brutale, ni continuité molle

Les Français ne veulent ni le chaos des extrêmes, ni la prolongation d'un cycle qu'ils savent achevé. Ils ressentent en plus qu'ils vivent moins bien qu'avant les deux mandats d'Emmanuel Macron. Ils redoutent les révolutions violentes autant qu'ils rejettent les immobilismes prolongés. C'est exactement le point d'équilibre dans lequel nous entrons.

Le prochain candidat devra donc incarner une rupture, mais une rupture crédible, acceptée par tous. Or la crédibilité est une matière rare. Elle ne se décrète pas. Elle se construit, et surtout, elle se conserve. C'est là toute la difficulté de l'équation politique à venir : comment porter un projet neuf sans être lesté par le passé récent ? Comment incarner une alternative sans apparaître comme une continuité déguisée ? Ceux qui auront été associés de trop près à cette séquence devront porter un fardeau que la campagne amplifiera. Non par injustice, mais par mécanique politique.

Le portrait robot

Dès lors, à quoi ressemblera le candidat capable de rassembler la droite et le centre ?

En 2027, enfin, nous allons pouvoir changer véritablement de gouvernance, en finir avec les réformes inabouties et les postures contradictoires, avec un président qui se dit volontariste mais ne fait qu'osciller et se montre impuissant et inaudible sur la scène intérieure comme à l'international.

Macron a voulu concilier sans hiérarchiser, il a en fait désorienté. Gouverner n'est pas juxtaposer mais ordonner. Comme dit la célèbre phrase biblique, *ordo ab chao*. En 2027, il nous faudra choisir un candidat qui aura la sagesse de faire sortir l'ordre du chaos, c'est-à-dire non pas faire une synthèse molle, mais réunir et orienter. Il devra réunir ce qui est encore éparé. Il devra rassembler les forces vives du pays autour d'un projet commun, et rebâtir un Vivre Ensemble.

La France en 2027 ne cherchera pas un funambule. Elle cherchera un président capable de rebâtir, de rénover, de réparer, d'améliorer, d'assurer, de rassurer. Un architecte, un ingénieur ou un assureur, et non un énarque ni un ancien assistant parlementaire, un homme d'expérience, en prise avec la réalité, un élu qui connaît le prix d'un pain au chocolat comme d'un ticket de métro. Elle cherchera un sage capable de transformer la flamme de chacun en lumière pour tous. Un sage capable de prendre aussi soin de nos plus faibles car une nation n'est forte que lorsque ses maillons les plus fragiles tiennent contre vents et marées.

Il ne sera ni tiède, ni excessif. Il sera **radical**, non pas au sens de la rupture violente, non pas radicalisé, mais au sens étymologique : *radix*, la racine, attaché aux racines de la République et de ses

valeurs. Radicalement républicain bien sûr.

Il devra parler d'autorité sans brutalité, défendre l'économie de marché sans renier la cohésion sociale, assumer la nation sans céder au nationalisme, réhabiliter le travail sans mépriser les fragilités. Il devra être capable de tenir ensemble ce que notre époque a séparé : l'ordre et la liberté, l'efficacité et la justice, l'individu et le collectif.

En un mot, il devra renouer avec ce que le solidarisme avait esquissé : une société de liberté encadrée par la responsabilité, une économie dynamique tempérée par la solidarité.

Le temps du choix

La France cherche moins un homme providentiel qu'un cap. Moins une incarnation qu'une cohérence. 2027 ne sera pas une élection de confort. Ce sera une élection de clarification.

A gauche, François Hollande apparaît à présent comme le seul à la hauteur de la situation, et de loin. Il est le seul capable de faire la fameuse synthèse socialiste, de réunir et ordonner son camp, et d'aller au combat.

A droite et au centre, la multitude va vite s'effacer et le brouillard autour des candidatures se dissiper. Nous l'avons dit, Edouard Philippe et Gabriel Attal ne pourront porter le trop lourd boulet des années Macron. Valérie Pécresse a été usée par sa dernière campagne. Bruno Retailleau est aujourd'hui candidat, mais quand on discute vraiment avec lui, on ne peut que douter de sa volonté d'aller au bout, de dépasser l'automne 2026.

Restent en piste Xavier Bertrand, David Lisnard et Laurent Wauquiez.

Le pays n'attend plus des équilibristes. Il attend un point d'ancrage. Et peut-être, tout simplement, le retour du bon sens.

A eux à présent de s'entendre et faire preuve de bon sens, pour ensemble décider du prochain capitaine de l'équipe France, réunir les autres candidats potentiels et les déçus, rassembler surtout une grande majorité des Français autour d'un programme de rénovation de notre pays, et montrer à tous le cap à suivre, celui du bon sens...

Et si, en avril 2027, le second tour opposait les « forces tranquilles » de la Gauche et de la Droite : François Hollande face à Xavier Bertrand ?

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée
19 avril 2026